

Recherches sociographiques



Yves ROBY, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*

Danielle Gauvreau

Volume 31, Number 3, 1990

La santé

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056553ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056553ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauvreau, D. (1990). Review of [Yves ROBY, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*]. *Recherches sociographiques*, 31(3), 423–426.
<https://doi.org/10.7202/056553ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

«devait s'adapter à la manière britannique». (P. 109.) On proposait en quelque sorte de suivre la même politique que celle adoptée pour l'Irlande. Dans le clan opposé, qui rassemblait notamment Yorke, Wedderburn, Thurlow et Carleton, on considérait irréaliste de vouloir angliciser et «protestantiser» à court terme la population québécoise. Aussi, afin de ne pas créer un autre «imbroglio irlandais» (p. 115), il valait mieux essayer de se la concilier.

Si, au début, le vent souffla en faveur du premier groupe, la victoire revint finalement aux modérés qui eurent le dernier mot au Parlement et furent à l'origine de l'Acte de Québec de 1774: (traduction) «voilà qu'un gouvernement et que ses partisans supportent une politique civile et religieuse qu'aucun catholique en Angleterre ou dans son domaine le plus immédiatement catholique, l'Irlande, ne pouvait admettre». (P. 151.)

Un autre point sur lequel l'auteur insiste concerne les rapprochements que certains historiens ont faits entre l'Acte de Québec et la Révolution américaine. D'après lui, ce parallèle est sans fondement, car le document qui deviendra l'Acte de Québec était en germe dès 1766, donc bien avant que n'éclate le conflit entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. À la suite de Burt et de Lanctôt, Lawson affirme donc qu'il faut dissocier les deux faits, que la Révolution américaine n'a pas eu d'influence sur l'Acte de Québec et qu'il s'agit là d'une pure coïncidence.

L'ouvrage est bien documenté, s'appuyant principalement sur les documents parlementaires, les rapports officiels, les archives relatives aux colonies et les journaux. Dans la bibliographie par contre, alors que Brunet, Burt, Neatby et Ouellet sont cités, il est étonnant de ne pas trouver de références aux travaux de P. Tousignant, notamment à son introduction du volume 4 du *Dictionnaire biographique du Canada*.

Néanmoins, par son objet, ce livre bien écrit retiendra avant tout l'attention des personnes intéressées par les relations entre la Grande-Bretagne et sa colonie québécoise à la fin du XVIII^e siècle.

Jacques BERNIER

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Yves ROBY, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Québec, Septentrion, 1990, 434 p.

L'historiographie québécoise est encore parcourue de larges zones d'ombre sur lesquelles il nous reste à jeter plus de lumière. L'une d'elles couvre le phénomène d'émigration de centaines de milliers de Québécois vers les États-Unis entre 1840 et 1930. Cet exode massif est encore mal connu, particulièrement du point de vue de ses conséquences pour la société de départ et pour le groupe transplanté chez nos voisins du sud. Yves Roby vient remplir une partie du manque avec ce portrait des Franco-Américains tracé à partir des États-Unis.

L'ouvrage concerne la Nouvelle-Angleterre, région manufacturière vers laquelle se sont dirigés la plupart des immigrants durant les dernières décennies du XIX^e siècle. L'auteur présente une synthèse de leur situation, dévoilant les conditions de vie et de travail du groupe et leur évolution à travers le temps. Cette synthèse puise abondamment aux sources imprimées de l'époque, qui relatent et commentent les événements, témoignant des principales étapes de la vie des nouveaux venus. Sans apporter de données quantitatives nouvelles, elle rassemble néanmoins des éléments provenant de plusieurs travaux, entre autres des thèses souffrant le plus souvent de n'être pas suffisamment connues (celle de Vicero par exemple, d'où sont tirés plusieurs tableaux). L'auteur s'en inspire pour brosser une fresque en nuances de la vie des Franco-Américains en Nouvelle-Angleterre.

Ces Américains français ne sont jamais présentés comme les victimes impuissantes d'une situation irrémédiable. Ce sont en fait les acteurs d'un destin souvent difficile, mais assumé comme un choix, comme une stratégie de survie mise en œuvre pour sortir d'une situation économique sans issue. Dans bien des cas, le départ vers le sud constitue une solution temporaire, une façon rapide de gagner l'argent nécessaire pour liquider les dettes contractées au Québec. Et c'est effectivement ce qui se passe souvent, au rythme des coups durs essayés ici ou en Nouvelle-Angleterre, alors qu'un véritable corridor s'établit entre les deux régions.

Mais le cortège apparaît vite plus dense en direction du sud où l'industrialisation est plus avancée, et les possibilités, plus nombreuses de gagner le numéraire qui fait défaut. Une communauté prend alors forme, composée de plusieurs noyaux qui se taillent rapidement une place importante dans certaines localités et dans les six États de la Nouvelle-Angleterre. Elle a sa vie propre que l'auteur cherche à saisir de l'intérieur comme de l'extérieur, dans ses rapports avec les diverses composantes de la société d'accueil. Rappelons que les États-Unis vivent alors une période d'effervescence peu commune, marquée par l'arrivée de 14 millions de personnes entre 1860 et 1900.

Pour la « colonie » canadienne-française, c'est d'abord la difficile période d'établissement, celle de l'implantation quasi définitive avec des effectifs assez nombreux pour justifier la mise en place de services et d'un réseau institutionnel (paroisses, églises, écoles, etc.), calqués sur la société de départ. Voilà ce que cette collectivité réclame et réussit à établir en terre américaine au prix de nombreuses luttes : à la fin du XIX^e siècle, le nombre des organisations est impressionnant et autorise les plus grands espoirs. C'est pourtant à ce moment-là que le groupe commence à s'effriter, miné entre autres par sa propre évolution. Car l'immigration ralentit et le renouvellement des troupes se fait de plus en plus par la base, composée de personnes nées aux États-Unis et n'ayant souvent qu'une vague idée du Québec. Sans être remise en cause, leur fidélité à la communauté se manifeste autrement parce que leur vie s'ancre graduellement en terre américaine, suivant un modèle de vie américain. La collectivité se fractionne aussi en raison de sa propre diversification sociale : elle parvient d'autant moins à exprimer un projet commun et à s'unir pour le défendre.

L'ouvrage épouse le rythme d'évolution de la colonie et, même si l'auteur s'en défend dans sa présentation, c'est bel et bien l'idée de survivance qui le traverse de façon dominante. Cela paraît en partie inévitable, vu l'importance des luttes menées pour survivre en tant que groupe ; mais cela tient aussi à la précision avec laquelle on nous livre les étapes de ces luttes, particulièrement dans les derniers chapitres. Il faut regretter toutefois que l'observation interne de cette dynamique et sa description ne débouchent pas sur une interprétation plus large. En

particulier, on souhaiterait que l'auteur attaque de front certaines des contradictions apparentes qui surgissent fort justement de son étude.

C'est le cas, par exemple, de celle entre l'âpreté des batailles menées pour garder sa foi et sa langue (à plusieurs reprises les Franco-Américains n'hésitent pas à aller jusqu'à Rome pour faire entendre leur cause) et le peu d'enthousiasme de celles livrées dans le monde du travail. Cette tiédeur, qu'il faut nuancer d'ailleurs comme le souligne Roby, suggère la canalisation des énergies dans une autre voie, celle qui doit assurer la survie en tant que peuple. Elle peut aussi être interprétée comme la stratégie temporaire d'un groupe qui accepte d'autant plus facilement les mauvaises conditions d'emploi qu'il sait pouvoir compter sur des arrières québécois pour le soutenir dans les moments difficiles. Voilà d'ailleurs un système bien utile pour le capitalisme américain en développement, qui n'a pas à se préoccuper de ses travailleurs durant les périodes sombres.

Une autre contradiction se dessine de plus en plus nettement entre le projet exprimé par les élites franco-américaines et celui vécu par les gens plus ordinaires. Le beau projet de défense du fait français et catholique en Nouvelle-Angleterre, porté à bout de bras au début du XX^e siècle, se heurte en effet à une vision plus pragmatique des choses, dirions-nous, de la part de la majorité. Cette opposition n'est pas sans rappeler l'écart existant au Québec entre les projets de société formulés par une certaine élite et les préoccupations de la population en général. Elles s'apparentent d'ailleurs dans les deux lieux et trouvent probablement leurs racines dans les fondements mêmes du système de reproduction familiale décrit récemment par Gérard Bouchard : un des objectifs prioritaires des familles canadiennes-françaises consisterait à transmettre à leurs enfants les moyens de vivre convenablement, que ce soit en les établissant sur des terres ou en leur permettant d'acquérir une instruction suffisante pour occuper un emploi stable. En Nouvelle-Angleterre, cet objectif passe par la maîtrise de la langue anglaise, qui a fait défaut aux travailleurs dans un premier temps. Ils font donc preuve d'une saine logique en souhaitant éviter ce problème à leurs enfants et en les envoyant à l'école publique qui leur fournira du même coup des armes égales pour décrocher un emploi dans la société d'adoption. On se trouve là en présence d'objectifs contradictoires, de rapports qui s'opposent parce que la lecture de la réalité et les intérêts diffèrent.

J'ajouterais enfin qu'on ne peut manquer, en refermant le livre, d'effectuer un rapprochement entre l'expérience migratoire des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre et celle de nombreux autres groupes à d'autres moments et dans d'autres lieux. De façon générale, elle traduit la difficile intégration des immigrants dans un lieu nouveau, celle surtout des enfants de la seconde génération, en quête d'identité et tiraillés entre leur culture d'origine et celle de la société d'accueil qui les accepte et les rejette tout à la fois. En Nouvelle-Angleterre, la situation a ceci de particulier que les sociétés de départ et d'arrivée étaient situées à proximité. Dans un premier temps, elle a probablement permis de maintenir des liens étroits et de conserver plus aisément le mode de vie antérieur. Elle a peut-être conduit aussi à sous-estimer la puissance d'assimilation de la nouvelle société. Mais existait-il une autre issue pour la communauté franco-américaine de la Nouvelle-Angleterre ?

Sûrement, des Franco-Américains ont cru pouvoir apporter une réponse positive à cette question, mais l'analyse plus fine contenue dans la synthèse de Yves Roby nous permet de douter qu'elle fût possible. Peu importe la réponse à cette question, il apparaît plus important aujourd'hui de connaître les forces sociales en présence. Le portrait que nous livre l'auteur de la

communauté franco-américaine en Nouvelle-Angleterre, depuis sa formation jusqu'à son évolution en une « franco-américanité éclatée », fournit à coup sûr plusieurs éléments pertinents pour le faire.

Danielle GAUVREAU

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi.*

John Irvine LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth Century Québec: The Upper St. Francis District*, Kingston (Ontario), McGill/Queen's University Press, 1989, xvi + 306 p.

Ce livre est bienvenu. L'auteur, qui enseigne à l'Université Simon-Fraser, en avait donné un avant-goût en publiant certaines sections au cours des dernières années. Dans ce sens, l'ouvrage, bien que fort pertinent, n'est pas totalement neuf. En plus d'être joliment émaillé de cartes commodes et de tableaux statistiques courts et efficaces, il contient un index qui facilitera le repérage d'informations précises.

L'exposé de Little sur la colonisation d'une partie des Cantons-de-l'Est est rafraîchissant : elle fut beaucoup plus qu'une simple activité agricole sur des terres neuves, n'en déplaise à la petite bourgeoisie qui voulait l'y réduire.

Les neuf chapitres du livre sont bien équilibrés et se lisent indépendamment, selon le vœu de l'auteur. Il aurait peut-être mieux valu intégrer davantage l'ensemble, quoique le premier chapitre, où on définit la problématique, permet d'atténuer l'effet d'éclatement de la présentation.

Les chapitres deux et trois traitent de l'insuccès des compagnies foncières à coloniser la région. La British American Land Company, contrôlée par des actionnaires britanniques, et la Québec and Mégantic Land Company, entreprise canadienne, ne parviendront pas à amorcer un véritable mouvement. Elles resteront préoccupées par des placements spéculatifs et par des ventes de terres aux compagnies forestières. L'auteur soupçonne, à raison, la compagnie canadienne d'être en fait l'une de celles-ci à la recherche de matières brutes. Il est, en effet, difficile de croire aux motifs purement agraires de William Price, un des partenaires de la firme. Qui plus est, la source fondamentale en matière ligneuse au cours de la première moitié du XIX^e siècle étant les terres privées, ce maquillage permet l'accès à d'immenses réserves boisées vendues à vil prix par le gouvernement colonial.

Deux autres chapitres décrivent des interventions des entrepreneurs forestiers sur le mouvement de colonisation. Le rôle de l'entreprise C.S. Clarke and Co. est particulièrement bien fouillé au chapitre cinq, tandis qu'en dernière partie l'auteur met en lumière les tentatives d'implanter de nouvelles compagnies de colonisation au début des années 1880, lesquelles vont surtout s'affairer à l'exploitation de la forêt.

D'autres aspects sont abordés. L'activité d'une société de colonisation (l'Association du district de Montréal pour l'établissement des Canadiens français dans les Townships du Bas-